

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

Objet : Avis de convocation de l'Administrateur Judiciaire de Team France aux porteurs d'obligations de la Société, membres des classes de parties affectées n° 5, 6.1 et 6.2, en vue du vote sur le projet de plan de sauvegarde de la Société (Articles L. 626-30-2, R. 626-60 et R. 626-61 du Code de commerce)

Madame, Monsieur,

Par jugement du 23 juillet 2024, le Tribunal de commerce d'Antibes a décidé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la société :

TEAM FRANCE

Société par actions simplifiée
Bâtiment A-Arteparc - 965 Avenue de Roumanille, 06410 Biot
821 579 448 Inscrite au R.C.S ANTIBES

(la « **Société** »)

et a notamment désigné :

- la SELARL Xavier Huertas & Associés, prise en la personne de Maître Xavier Huertas, située 1 rue Lamartine 06000 Nice

en qualité d'administrateur judiciaire de la Société avec mission de surveillance (l'« **Administrateur Judiciaire** »).

Par ordonnance en date du 15 janvier 2025, Monsieur le Juge commissaire à la procédure de sauvegarde a autorisé la société TEAM FRANCE, assistée de l'Administrateur judiciaire, à constituer des classes de parties affectées en deçà des seuils de constitution obligatoire prévus par la loi sur application de l'alinéa 4 de l'article L 626-29 du Code de commerce en vue de la présentation d'un plan de sauvegarde.

Le projet de plan de sauvegarde de la Société prévoit l'aménagement de l'endettement financier de la Société et le rééchelonnement d'une partie de ses dettes publiques.

Par avis du 28 mai 2025 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire a avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de sauvegarde et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce.

Par notification du 23 juin 2025 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application des articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire a informé les porteurs d'obligations des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle ils appartiennent.

Conformément aux articles L. 626-30-2 et R. 626-61 du Code de commerce, les porteurs d'obligations de la Société ont ainsi été avisés qu'ils étaient membres de la classe de parties affectées n°5, 6.1 et 6.2.

Par la présente, l'Administrateur Judiciaire avise les créanciers membres de la classe de parties affectées n°5, 6.1 et 6.2 de leur convocation en classe de parties affectées en vue du vote sur le projet de plan de sauvegarde de la Société (le « **Projet de Plan de Sauvegarde** »), conformément aux articles L. 626-30-2, R. 626-60 et R. 626-61 du Code de commerce à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du projet de plan de sauvegarde de la Société

Projet de résolution

Les porteurs d'obligations de la Société, statuant aux conditions de majorité requises par l'article L. 626-30-2 du Code de commerce, connaissance prise du projet de plan de sauvegarde de la Société, approuvent ledit projet de plan de sauvegarde.

* *
*

1. Rappel des modalités de répartition en classes et liste des classes de parties affectées

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire a réparti, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

CPA		Membres de la classe	Critère de constitution
Créancier privilégié			
1	Classe n° 1 (créancier privilégié)	Créanciers fiscaux et sociaux	Créances fiscales et sociales privilégiées.
2	Classe n° 2 (créancier privilégié)	Créanciers bailleurs pour toute créance privilégiée au titre de baux et créanciers syndicats de copropriété pour toute créance privilégiée	Créances privilégiées au titre du privilège du bailleur d'immeuble conformément aux articles L. 622-16 du Code de commerce et 2332, 1° du Code civil et créances privilégiées au titre des dispositions de l'article 19 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965.
Titulaire de droits affectés bénéficiaire d'une sûreté réelle portant sur des biens appartenant à la Société			
3	Classe n° 3 (créancier sécurisé)	Caisse d'Epargne Côte d'Azur	Titulaire d'une sûreté réelle accordée par la Société en garantie d'une dette bancaire.
Créanciers ne bénéficiant pas d'une sûreté réelle portant sur des biens appartenant à la Société			
4	Classe n° 4 (créanciers chirographaires)	Keller Williams Worldwide	Créancier au titre d'un contrat de franchise (<i>Master Licence Agreement</i>).
5	Classe n° 5 (créanciers chirographaires)	Porteurs d'obligations simples	Créances obligataires non-sécurisées et non-subordonnées non convertibles en capital.
6.1	Classe n° 6.1 (créanciers chirographaires)	CAZ Participations et Investissements	Créances obligataires non-sécurisées et non-subordonnées convertibles en capital n'étant pas détenues par des véhicules de capital investissement.
6.2	Classe n° 6.2 (créanciers chirographaires)	Entrepreneur Invest	Créances obligataires non-sécurisées et non-subordonnées convertibles en capital détenues par des véhicules de capital investissement.
7	Classe n° 7 (créanciers chirographaires)	Créanciers au titre des cautionnements pour garantir des engagements souscrits par les franchisés	Créances éventuelles et non-contestées par SAS Team France, garantissant les engagements de franchisés.
8	Classe n° 8 (créanciers chirographaires)	Prêteurs au titre de prêts garantis par l'Etat (PGE) consentis à la Société	Créances bancaires garanties par l'Etat à hauteur de 90% des sommes dues par la Société.
9	Classe n° 9 (créanciers chirographaires)	Prêteurs au titre de concours bancaires hors PGE	Créances bancaires non-garanties par l'Etat.
10	Classe n° 10 (créanciers chirographaires)	Fournisseurs et autres créanciers chirographaires	Créances chirographaires de fournisseurs et autres créanciers non-financiers, trouvant notamment leur origine dans la livraison de biens ou la prestation de services.

11	Classe n° 11 (créanciers chirographaires)	Créanciers éventuels au titre de litiges pendants	Créances chirographaires éventuelles au titre d'instances pendantes.
----	---	--	---

2. Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées

Pour rappel, les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par l'Administrateur Judiciaire en application des articles L. 626 -30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance.

3. Modalités de calcul des voix au sein des classes d'obligataires

La classe n° 5, 6.1 et 6.2 statuent à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, ayant exprimé un vote.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par l'Administrateur Judiciaire conformément à l'article L. 626-30, V du Code de commerce.

4. Accès à la documentation

Sont accessibles par courriel de l'Administrateur Judiciaire :

- le règlement intérieur applicable au vote des classes de parties affectées (le « **Règlement Intérieur** »),
- le bulletin de vote qu'il conviendra de remplir en vue du vote. En cas de questions relatives à l'envoi du bulletin de vote et des documents y afférents, les porteurs d'obligations de la Société pourront contacter par courriel l'Administrateur Judiciaire.

Le Projet de Plan de Sauvegarde de la Société sera mis à disposition des parties affectées au moins quinze jours avant la Date du Vote, conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 du Code de commerce.

En application de l'article R. 626-59 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire a sollicité les observations respectives du Mandataire Judiciaire et des représentants de la délégation du personnel sur le Projet de Plan de Sauvegarde qui seront également accessibles par demande par mail auprès de l'Administrateur Judiciaire, en amont de la période de vote.

5. Admission au vote

Les votes se tiendront par voie électronique uniquement selon les modalités détaillées dans le Règlement Intérieur (communication du vote par mail).

Pour chacune de leurs créances affectées, les membres de la classe n° 5, 6.1 et 6.2 seront invités à exprimer leur vote sur le Projet de Plan de Sauvegarde avant **le lundi 21 juillet 2025 à 17h00** selon les modalités décrites ci-dessous.

En prévision de cette échéance, nous vous invitons à prendre connaissance du projet de plan de sauvegarde ci-joint.

Pour tout obligation détenue par le biais d'un intermédiaire financier tel qu'un *trustee*, un dépositaire ou un autre mandataire, le créancier affecté devra donner instruction à cet intermédiaire financier d'exercer les droits de vote attachés à ses créances, pour son compte, conformément aux procédures établies par cet intermédiaire.

6. Modalités de vote

En ce qui concerne les modalités de vote, il est indiqué que seul le vote par voie électronique sera admis, celui -ci s'effectuant exclusivement par courriel à l'Administrateur Judiciaire.

7. Résultat du vote

Les résultats seront établis par l'Administrateur Judiciaire, au plus tard le jour de l'audience devant statuer sur le plan de sauvegarde de la société.

8. Modalités de communication électronique avec l'Administrateur Judiciaire

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : cpa@etude-huertas.fr, copie c.bastanti@etude-huertas.fr.

L'Administrateur Judiciaire de la Société :

- **SELARL HUERTAS ET ASSOCIES** (Maître Xavier Huertas)

P.J : projet de plan de sauvegarde